

# La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Mensuel d'information - Avril 2011 - n° 140



Débat du mois :

## « Femme et écriture »



Éditorial

### Trois expositions d'art africain

**M**algré la gravité de la situation de certains pays d'Afrique, nous nous sommes attachés, dans ces colonnes, à présenter trois conceptions muséales qui, dans leur différence, mettent en valeur, en ce moment à Paris, la richesse du patrimoine culturel africain et justifient la place qui lui revient dans la culture de l'universel : les « Dogons » au Musée du Quai Branly, le « Vaudou » à la Fondation Cartier et « Angola, figures de pouvoir » au Musée Dapper.

Parlons tout d'abord de la plus conséquente, celle des « Dogons ». Divisée en trois secteurs, les sculptures, les masques, les objets rituels, cette exposition exceptionnelle est impressionnante par l'abondance (330 pièces environ), la qualité des pièces et leur mise en valeur. Dans cette grande salle magnifiquement illuminée les statues se détachent sombres et effilées dans des cages de verre qui permettent de les admirer de tous cotés. De grands panneaux bien lisibles situent ces Dogons dans l'histoire et la géographie de l'Afrique, détaillant les différents groupes d'ethnies (Djenneké, Tellem, Niongom, Dogon-Mandé, etc.) avec leur fonction sociale et leur particularité plastique, qui ont peuplé progressivement le plateau de Bandiagara. Une vidéo renseigne sur la technique et l'âge des enduits et patines.

Dans une deuxième salle, la variété des masques accrochés à mi-chemin entre sol et plafond (pour suggérer sans doute le mouvement) est moins bien référencée, lacune compensée par le remarquable film sur une cérémonie funéraire tirée de la série réalisée par Jean Rouch et en collaboration avec Germaine Dieterlen. Impardonnable oubli : le nom de Jean Rouch n'est même pas cité !

Cette exposition restitue la richesse de cet art ancien (du XIème au XVIIIème siècle), l'un des plus connus d'Afrique, en offrant des informations ethnographi-

ques permettant d'accéder à la culture de ces « merveilleux Dogons ».

Au Musée Dapper, c'est une exposition d'envergure moindre (140 pièces) consacrée aux arts d'Angola : « Angola, figures de pouvoir ». Ces sont des masques d'ancêtres (Tchokwe), des objets, statuettes, sièges de Chefs, sceptres. Des statuettes de défunts (Kongo), statues fétiches à clous et reliquaires composés de matériaux divers. L'art royal et raffiné des Tchokwé révélé depuis les années 1960 par le travail magistral de Marie Louise Bastin est largement supérieur sur le plan esthétique. Il contraste avec les statues des Kongo agressives et rustiques, en somme les deux extrêmes de l'art d'Angola, ce royaume découvert au XVIème siècle par les Portugais.

Belle exposition d'où émergent des figures culturelles que le goût du Musée Dapper pour l'obscurité des lieux rend plus mystérieuses. Elles n'en avaient vraiment pas besoin ! Les informations détaillées des panneaux sont bien lisibles, et un film sur l'initiation vient compléter la documentation.

L'exposition d'objets Vaudous, de la collection d'Anne et Jacques Kerchache (fin XIXème siècle et moitié du XXème) de la Fondation Cartier paraît, en comparaison presque insignifiante. Une petite dizaine de bois humanoïdes, des objets et statuettes sans le moindre commentaire sur leur origine, date ou fonction, ni sur leur esthétique. Un film de Marc Augé et Jean Pierre Dozon nous plonge bien dans les arcanes des rituels vaudou, hélas sa qualité médiocre ne permet pas toujours d'en distinguer les diverses phases et les actions maléfiques ou bénéfiques des « voudoun » (esprits). Les « sorciers » maîtres de ces esprits ont une influence sur les populations. L'observation des multiples façons d'écorcher des coqs ou des

(Suite page 12)

Cycle I : « Que peuvent les productions littéraires africaines ? »

7. « Femme et écriture »



De gauche à droite : Elizabeth Moundo, Tanella Boni et Catherine Coquery-Vidrovitch © CADE

**L**a rencontre est animée par **Tanella Boni**, administratrice de la CADE, écrivaine et universitaire.

Les exposés sont de Catherine Coquery-Vidrovitch et Elizabeth Moundo.

**Catherine Coquery-Vidrovitch** est historienne, ancienne élève de l'ENS, professeur émérite de l'Université Paris 7, fondatrice du laboratoire de recherches

comparées « Tiers-Monde », devenu SEDET (Sociétés en Développement, Approches transdisciplinaires). Elle a écrit de nombreux ouvrages, notamment *Les Africaines*, histoire des femmes d'Afrique du 19<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> siècle (Paris, Desjonquères, 1994). Elle a écrit une centaine d'articles et autant de participations à des ouvrages collectifs.

**Elizabeth Moundo**, psychopathologue/anthropologue camerounaise, a fait des recherches sur la mort et les pathologies liées au deuil. Entrée à l'UNESCO il y a plus de vingt ans, elle est directrice au département Afrique. Venue peu à peu à l'écriture, elle a publié poésies, nouvelles, romans, livres pour la jeunesse. Son dernier ouvrage, *La nuit du monde à l'envers*, a reçu en 2010, à Abidjan, le prix Ivoire.

Elles ont tenu à préciser qu'elles sont, l'une et l'autre, mère et grand-mère.

**Jean-Loïc Baudet**, président de la CADE, introduit la conférence. Le sujet « Femme et Ecriture » a été très demandé et est très attendu. Souvent, en effet, la littérature masculine a masqué la littérature féminine. Or les femmes ont une sensibilité particulière, à la fois en ce qui touche le politique et en ce qui touche le littéraire. C'est ce que la conférence d'aujourd'hui devrait éclairer. J.-L. Baudet excuse l'absence de **Sophie Ekoué**, journaliste à RFI et animatrice de l'émission, *Littérature sans frontières*, dont la participation était annoncée mais qui était retenue au même moment par l'hommage rendu à Aimé Césaire au Panthéon.

**Tanella Boni** : La question posée est celle-ci : Y a-t-il des femmes africaines en écriture ? Si elles existent, est-ce qu'on les voit ? Bien sûr, il y a aujourd'hui quelques têtes d'affiche et personnalités très médiatisées, en Afrique, en France, en Amérique, mais en réalité derrière elles, il y a beaucoup de femmes africaines entrées en écriture, en littérature et aussi dans les domaines universitaire, scientifique ou critique. Quel rôle ces femmes ont-elles joué dans l'histoire, qu'apportent-elles aujourd'hui à la vie quotidienne ?

**Catherine Coquery-Vidrovitch** : en filigrane, l'historienne invite tout de suite à cette distinction qui restera sous-jacente durant toute la conférence entre « écriture de femme » et « écriture féministe », ou dite aujourd'hui « écriture de genre ».

Pour elle-même, ayant perdu son père et ses deux grands-pères durant la guerre, élevée dans un milieu féminin par sa mère qui travaillait et sa grand-mère qui assurait le quotidien des enfants, deux filles, la question du féminisme en tant que tel ne s'est jamais vraiment posée. Elle vivait dans un monde de femmes. Il

était clair qu'elle allait travailler. Dans sa discipline, elle s'est vite professionnellement retrouvée seule femme ou presque au milieu d'hommes. Mais elle a vécu ce décalage qui existait il n'y a pas si longtemps encore dans la société française, et ressenti bien évidemment la question du féminisme. Elle rappelle comment en 1985, elle était la seule femme sur les 30 historiens réunis à l'occasion du Centenaire du Congrès de Berlin (ndlr : le congrès du partage de l'Afrique, en 1885, entre les puissances occidentales). Elle raconte aussi comment dans les mêmes années, Michèle Perrot, très

grande historienne, pionnière de l'histoire des femmes et co-auteur avec Georges Duby de *L'Histoire des Femmes en Occident*, s'était rendu compte *in extremis* que le titre de l'ouvrage, qui devait seulement s'appeler *L'Histoire des Femmes*, devait être complété par *en Occident*. Ce qui avait été fait en urgence entre le premier et le deuxième tirage. Oui, l'Occident ne les représentait pas toutes, il y avait aussi des femmes ailleurs. C'est montrer, en ce qui concerne plus précisément la femme africaine, qu'elle existait à peine dans les esprits.

## Au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, l'entrée en littérature des femmes africaines

Donc qu'en est-il de l'histoire des femmes ailleurs, et en particulier en Afrique, au Sud du Sahara ? C'est comme collaboratrice de Michèle Perrot que Catherine Coquery-Vidrovitch en est venue à travailler sur les femmes africaines et a publié en 1994, le premier livre français sur le sujet.

C'est la littérature anglophone qui a fait démarrer cette histoire des femmes africaines. On peut citer aussi *Le dictionnaire des Femmes célèbres du Mali*, par Adame Bâ Konaré (1993, Jamana, Bamako). Très récemment, Pascale Barthélémy, maître de conférences à l'ENS de Lyon, a publié aux Presses Universitaires de Rennes, fin 2010, sa thèse *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*.

Que montre-t-elle dans ce travail ? Qui étaient les femmes diplômées en AOF dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle ? D'abord les sages-femmes/infirmières, formées à l'Ecole de Médecine de Dakar, la profession de médecin étant exclusivement réservée aux hommes. Ensuite les institutrices : l'ouverture en 1938, à Rufisque, de l'Ecole Normale d'Institutrices, formation jusqu'alors réservée aux hommes, avait été le résultat d'un combat de haute lutte.

L'écrivaine sénégalaise Mariama Bâ, première romancière d'Afrique de l'Ouest, qui publia, après l'Indépendance, son premier roman *Une si longue lettre*, a fait partie de la première promotion. En 1960, on comptait en Afrique subsaharienne un peu plus de 1.000 diplômées pour 12 à 15 millions d'habitants. Peu nombreuses donc, toutes ces fem-

mes ont pourtant diffusé beaucoup de choses.

A côté de Mariama Bâ, l'une des premières écrivaines de langue française à avoir écrit sur la condition féminine, est Aoua Keïta. Son autobiographie, *Femme d'Afrique ...*, prix international du Livre africain en 1975, parue aux Editions Présence Africaine, livre un récit de vie passionnant : diplômée vers la fin des années 20, mariée avec un médecin africain après la guerre, suite à une opération, elle ne peut pas avoir d'enfants et son mari devant prendre une seconde épouse, elle divorce. Le parcours de cette femme est très atypique et pour le moins exceptionnel en regard de la condition féminine africaine de l'époque : indépendante, estimée par tout le monde pour sa remarquable conscience professionnelle, Aoua Keïta, grande militante, s'engage en politique et elle devient la seule femme élue à l'Assemblée Constituante du Mali.

A vrai dire, ce sont aussi des hommes qui ont été les premiers auteurs de textes « féministes » : Sembène Ousmane, avec par

exemple *Les bouts de bois de Dieu*, ou son dernier film dénonçant l'excision, *Moolaadé*. Le Malien Ibrahima Ly avec *Toiles d'araignées* (1982), écrit après la rencontre, dans les geôles de Moussa Traoré, d'une jeune adolescente analphabète d'un grand courage, prisonnière parce qu'elle avait refusé le mariage arrangé avec un vieux polygame, ou avec *Les noctuelles vivent de larmes*, un



Catherine Coquery-Vidrovitch © CADE

livre sur l'esclavage des femmes. On peut citer aussi Henri Lopes ou Chinua Achebe du côté anglophone. Mais les écritures sont différentes. Les hommes insistent sur le rôle de mère de leurs héroïnes. Les premières femmes écrivaines, issues de l'Ecole normale, puisent, elles, dans ce

qu'elles connaissent et parlent surtout de leur déphasage par rapport à la vie quotidienne des autres jeunes femmes. « Demoiselles-frigidaire » comme les avaient surnommées leurs collègues normaliens, elles n'avaient pas le droit d'être mariées à l'école, elles étaient nommées selon les principes de l'administration française sur des postes un peu partout et loin de leurs familles, elles avaient un assez bon salaire pour s'équiper en électro-ménager (le frigidaire !), mais elles étaient très partagées entre cette culture acquise protectrice, leur statut d'institutrices, et leur vie totalement différente par rapport à celle des autres femmes.

Sur toutes ces questions, les écrivaines de langue anglaise, au Nigeria notamment, avaient vingt ans d'avance : la colonisation avait bien différemment traité la question de l'enseignement et les filles ont été plus vite instruites. A la différence de l'enseignement laïc et public qui prévalait dans les colonies françaises selon la loi de 1905, l'école britannique reposait sur les missions, essentiellement protestantes (tout comme l'école allemande au Cameroun) et s'appuyait sur les femmes. Chargées culturellement de la transmission de la foi chrétienne par la lecture de la Bible, elles ont été beaucoup plus vite alphabétisées. On peut citer chez les anglophones les écrivaines



nigérianes, Flora Nwapa, avec les romans *Idu* ou *Efuru* (l'histoire d'une femme stérile), et Bouchi Emecheta avec *The Bride Price* 1976, (Le prix de la fiancée), *The Slave Girl*, 1977 (La fille esclave), *The Joys of Motherhood*, 1976 (Les joies de la maternité) ou *Double Yoke*, 1983 (Le double joug, de la maternité et du travail).

Les écrivaines de cette première génération africaine écrivent la douleur

de ce qu'elles connaissent, à propos du mariage, de la polygamie, du divorce, de l'impossible contact des cultures.

La nouvelle génération, aujourd'hui, écrira plus facilement sur d'autres sujets de société, moins orientés exclusivement sur la condition féminine. Le roman exclusivement féminin, écrit par des femmes, s'estompe. Voir par exemple le thème du roman d'Aminata Sow Fall,

*La Grève des bâttu*, (la grève des mendiants, les « bâttu » désignant leurs calebasses), qui aurait tout aussi bien pu être traité par un écrivain homme. ■

Avant de passer la parole à Elizabeth Moundo, Tanella Boni met l'accent sur ce rapport fondateur entre l'école des filles et le fait qu'elles en soient venues à l'écriture. Mariama Bâ et Aoua Keïta sont bien le produit de cette première génération de l'école de Rufisque.

## Écriture de femme, écriture féministe ? L'itinéraire personnel d'Elizabeth Moundo

**Elizabeth Moundo** commence par rappeler la reine Zingha, première grande femme lettrée connue de l'histoire de l'Afrique, qui avait écrit à plusieurs reprises lettres et missives au roi du Portugal, (ndlr : reine d'Angola au 17<sup>ème</sup> siècle, elle avait défendu pendant 30 ans son pays contre la pénétration portugaise). Sans doute, dans un autre contexte, la reine Zingha eût-elle été une des grandes épistolières de la littérature. L'anthropologue rappelle aussi la dimension « maternelle » de l'écriture, puisqu'on parle bien d'« accouchement » en littérature. Elle rappelle tout autant que l'on en vient à l'écriture par l'alphabétisation, et à l'émancipation par la lecture. Selon elle, c'est souvent après des phases de pratiques « techniques », écritures de mémoires ou de thèses, que le chemin se fait vers l'écrit personnel.

Elizabeth Moundo témoigne de son propre parcours. Une petite fille qui apprend à lire avec *Mamadou et Bineta*. Qui a droit ensuite à la bonne littérature pour filles, la Comtesse de Ségur et autres titres de la Bibliothèque Rose ou Verte. Qui approche la lecture des textes un peu contesta-

bles de la collection Harlequin, série *Passion*, via la version espagnole, pour se justifier auprès de ses parents par un argument didactique, l'apprentissage de l'espagnol. Qui fait surtout un jour la découverte du roman de Calixthe Beyala *Le soleil qui m'a brûlée*, un choc par rapport à la pudeur toujours de règle en Afrique, une gêne réelle par rapport à cette écrivaine, et en même temps la fascination de ce que peut permettre l'acte littéraire : une libération.

Elle-même a commencé par une écriture très retenue, très pudique, qui ne fasse pas honte à sa famille, acceptable. L'histoire d'un caillou et d'un orteil, qui se rencontrent dans une chaussure... Puis elle a participé à des rendez-vous de poésie, un saut de géant : il y fallait écrire des poèmes soit mystiques, soit érotiques. Impossible de rivaliser avec sainte Thérèse de l'Enfant Jésus pour le mystique, elle choisit donc l'érotisme, mais avec une extrême discrétion, qui rejoindrait la manière japonaise peut-être ? Ce furent ensuite des nouvelles, une forme littéraire qui convenait bien à son sentiment de « [savoir] écrire le cœur de l'histoire mais pas le reste. » Etonnam-

ment, elle inventait toujours des histoires avec des morts ou des personnages trucidés, et un témoin muet auquel elle avait coupé la langue... Puis elle aborda le roman, lors d'un séjour au Cap Vert. Métisse camerounaise, elle passait là-bas inaperçue, sans question sur ses origines, complètement intégrée à l'archipel, avec même des Capverdiennes sûres de la reconnaître comme venant de tel village ou de tel autre ! Une grande liberté donc, mais pourtant, il y eut encore beaucoup de morts dans ce roman d'*Anuala*... Dans sa dernière histoire, *La nuit du monde à l'envers*, où personne ne meurt cette fois, son imagination se débride. Une sorte de délire libérateur, entre élucubrations multiples et réalité, mais où derrière la drôlerie se disent aussi des choses sur la vraie vie. Réaction de sa mère : « Je ne savais pas que tes folies pouvaient aboutir à cela ! » Et après son obtention du prix Ivoire, étonnement le plus complet sur la marche du monde, mais grande fierté familiale !

Elizabeth Moundo place l'écriture avant son africanité : « Je suis une femme qui écrit, et il se trouve que je suis Africaine. », dit-elle. Elle ne



Elizabeth Moundo © CADE

défend pas particulièrement de cause féministe, elle écrit.

Anecdote finale : à la recherche d'une maison d'édition pour ses poèmes et nouvelles, elle s'adresse à un éditeur 100 % français, « C'est trop

africain pour moi », lui répond-il. Se tournant vers un éditeur africain, « Ce n'est pas assez africain », lui répond-il à son tour. C'est une stupidité que de vouloir étiqueter de la sorte. « Nous sommes tous des mé-tis culturels. Il est difficile de dire

aujourd'hui : *je suis un pur-sang*. Nous sommes devenus les citoyens culturels d'un village unique. » Elizabeth Moundo annonce son prochain ouvrage en direction de la jeunesse : *Dame vérité et la boîte à pensées*. ■

Tanella Boni la remercie de nous avoir décrit son itinéraire d'écriture, avec tout ce que représente cet acte d'écrire, accès à la liberté, quand on est une femme africaine, avec le souci premier de plaire à ses proches ou tout du moins de ne pas les déshonorer tout en réussissant à dire, tout compte fait, par l'humour et la dérision, les problèmes de tous les jours. Avec aussi toutes les difficultés qu'il y a à se faire éditer.

## Le DEBAT

*Les questions posées peuvent se regrouper en quelques grands thèmes, ce qui nuira sans doute à la restitution du débat dans sa dynamique, mais lui permettra une certaine linéarité.*

### La difficulté d'écrire et de se faire éditer quand on est une femme africaine

Une jeune femme camerounaise, avec un projet de livre, un vécu chargé, mais sans titre universitaire, sans statut particulier lui garantissant à priori une reconnaissance, interroge : comment peut-elle écrire et se faire publier en Afrique ? Est-ce qu'il ne faut pas être en Occident pour avoir le courage d'écrire ? En Afrique, ce n'est relativement pas possible, dit-elle. Pour être édité, il faut être « politique », être dans les cercles de pouvoir.

Une autre auditrice évoque l'idée d'une maison d'édition de femmes africaines, qui défende en quelque sorte leur existence : elle rappelle combien lors des commémorations de l'an dernier, le souvenir de la formidable mobilisation des femmes à l'époque des Indépendances a été totalement passé sous silence.

E. Moundo : Peut-on écrire en Afrique ? On peut écrire n'importe où. Si l'écriture est une nécessité, on écrit. L'écrivain est le griot d'aujourd'hui, c'est lui qui élargit l'espace et le temps, et ce sont les livres qui font découvrir que partout le monde peut être magnifique. Après, les choses évoluent, prennent le temps, arrivent quand elles arrivent.

T. Boni : Il est possible de se faire éditer en Afrique, même s'il ne faut pas en minimiser les difficultés. Du milieu des années 70 jusqu'en 1992, existaient à Dakar *Les Nouvelles Editions Africaines*, qui ont publié Mariama Bâ, par exemple. La maison a maintenant éclaté. Elle-même, T. Boni, n'a publié en Côte d'Ivoire qu'un seul roman en 95, *Les Baigneurs du lac rose*, puis a vendu les droits au *Serpent à Plumes* en 2002, pour que le livre continue à vivre. On peut s'appuyer aussi sur Les Editions *Ruisseaux d'Afrique*, à Cotonou. Pour une maison d'édition peut-être plus spécifiquement féministe, il existe aussi la maison d'édition A3 (A3 pour Afrique, Antilles, Amériques) qui serait un peu l'équivalent de nos *Editions des Femmes*.

### Le lectorat, la diffusion et l'alphabétisation

La question se prolonge par « Mais en Afrique, de toute façon, il n'y a pas grand monde qui lit... » Une auditrice travaillant à l'Unesco pose le problème de l'alphabétisation et de la scolarisation des femmes et des filles.

E. Moundo : Forte de sa longue expérience de terrain sur la question de l'alphabétisation pour l'UNESCO, E. Moundo constate que l'on a toujours tendance à poser la même



Tanella Boni © CADE

question. Or l'alphabétisation est très ancienne dans certains pays africains : sa propre grand-mère, Camerounaise, avait été alphabétisée sous la colonisation allemande. Les enfants l'étaient d'abord dans leur langue maternelle, puis à l'école allemande. Il y eut plusieurs linguistes camerounais dans les universités allemandes à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Aujourd'hui, au Lesotho, 96 % de la population est alphabétisée. On n'en parle jamais. Jamais on ne considère les chiffres de l'alphabétisation en arabe, acquise dans les madrasas, ou en langue maternelle. Quels moyens faut-il pour promouvoir l'alphabétisation ? Une école : bien souvent, les bâtiments datent de la colonisation et sont dans un état piteux. Un livre par élève, pour deux au maximum : comment travailler avec un livre pour 10 ? Des enseignants considérés : aujourd'hui, ils sont à peine payés, méprisés par rapport aux médecins, avocats ou politiciens. L'alphabétisation, c'est un choix politique. C'est ainsi que s'élargira le lectorat.

Il ne faut pas parler d'Afrique au singulier. Il y a des Afriques, au pluriel, bien différentes : l'Afrique anglophone, l'Afrique australe, et l'Afrique francophone, qui, il faut bien le dire, est à la traîne : la chute

de la scolarisation s'observe à partir du secondaire. C'est là qu'il faut travailler.

C. Coquery-Vidrovitch : Aujourd'hui, on constate que les filles quittent l'école beaucoup plus tôt que les garçons : certaines filles, en Guinée par exemple, malgré la loi de Sékou Touré contre le mariage avant 16 ans, sont mariées à 12 ans. Pourtant, on constate que les filles sont souvent bien meilleures élèves que les garçons. Au Sénégal, elles seront bientôt plus diplômées que les hommes. Que va-t-il se passer ? A quel basculement va-t-on assister ?

### **L'engagement des écrivaines africaines a-t-il un impact ? En particulier en ce moment critique de la situation en Côte d'Ivoire**

Une étudiante sénégalaise en action humanitaire internationale observe le peu de progrès dans sa propre communauté : Les hommes sont-ils sensibles à l'écriture féminine engagée ? Comment réagissent-ils à ces dénonciations, notamment par rapport aux méfaits de la polygamie ?

Une journaliste haïtienne convoque l'actualité : Les femmes écrivaines ivoiriennes ou panafricanistes ont-elles écrit un texte en commun pour prendre position sur la situation actuelle en Côte d'Ivoire ?

C. Coquery-Vidrovitch : L'émancipation ne s'est jamais faite en un jour. Le combat des suffragettes, les conquêtes politiques, sociales et conjugales en Occident, cela a duré un siècle. Pour ne parler que d'une époque qui n'est pas si lointaine,

même dans des milieux ouverts et intellectuels, il fallait en France l'autorisation légale du mari pour que la femme ouvre un compte en banque ou fasse un emprunt au Mont-de-Piété. D'autre part, l'histoire des femmes n'a jamais vraiment intéressé les hommes, c'est ancré dans nos cultures. Au lancement à la Sorbonne de l'ouvrage précité *l'Histoire des Femmes en Occident*, dans un amphithéâtre de 900 places, il y avait 790 femmes, c'est dire que les hommes ne sont pas venus. Même constat d'absence d'hommes à Dakar, lors d'un récent colloque Histoire, Femmes et Développement. La littérature pourra-t-elle influencer ? C'est un combat de femmes. On ne se libère que soi-même. Partout, il faut beaucoup de courage pour écrire contre l'opinion. Sans doute pour devenir audible, faut-il s'organiser, s'associer. En Afrique du Sud par exemple, la littérature politique des femmes, associées et marquées d'un esprit de résistance très fort, a contribué aux luttes contre la ségrégation et l'apartheid. Mais en même temps l'écriture est un acte tellement personnel. Une écriture de femme n'est pas nécessairement une écriture « féministe » au sens d'un collectif politique.

T. Boni : En ce qui touche la situation actuelle en Côte d'Ivoire, quel est le rôle de l'écrivain dans ce contexte ? Chacun a pu, s'il le voulait, s'exprimer sur Internet, s'associer à des listes, faire signer des textes. Mais une production littéraire, c'est personnel. Ce ne sont pas forcément les mouvements de groupe

qui vont résoudre les problèmes. En groupe, on ne pense pas. Si chacun se levait individuellement en son âme et conscience, on n'en serait pas là en Côte d'Ivoire. Si chacun s'engageait personnellement quand il a quelque chose à dire, peut-être cela irait-il mieux ? Quant à l'engagement féminin devant la faillite des hommes, il faut rester très prudent et ne pas penser que la femme fera tout « plus à l'endroit » ou « moins à l'envers ». T. Boni nous engage à lire, ou relire son roman *Matins de couvre-feu*, paru en 2005 au *Serpent à Plumes*. Elle a également déjà fait des propositions chez des éditeurs pour un recueil de poésie et un roman concernant les événements actuels.

Le débat a bien sûr été aussi l'occasion d'autres interventions plus personnelles, sérieuses, graves ou drôles, mais difficiles à prendre en compte dans ce résumé (On s'est notamment interrogé, avec de bons éclats de rire, sur la délicate question de savoir si la vie affective des jeunes femmes intellectuelles, « la capacité sentimentale de tous ces cerveaux féminins », de ces femmes « papier-longueur », selon l'expression ivoirienne, était un problème seulement pour les hommes africains...).

*Avoir été témoin de ces interventions restera le privilège de celles et ceux qui ont pu assister à la conférence, il ne faut donc pas manquer d'y venir ! ■*

**Chantal Wallon**

## **APPEL A BENEVOLE**

### **pour prendre en charge les relations de la CADE avec le milieu enseignant du secondaire**

***La CADE cherche à donner une représentation lucide du continent subsaharien pour combattre l'afropessimisme et participer ainsi à la lutte contre les discriminations qu'affrontent les Français de culture africaine.***

En vue d'approfondir ses relations avec les collègues et lycées franciliens en situation interculturelle, transmettre sous une forme à définir le savoir accumulé par la CADE aux enseignants du secondaire et élaborer (avec eux et la CADE) ou adapter les outils nécessaires, la CADE recherche un bénévole résidant en Ile-de-France, en activité ou

retraité, connaissant le milieu enseignant et l'Afrique subsaharienne pour se charger de cette tâche. Ce travail se fera en interaction avec les enseignants d'établissements en situation interculturelle, leurs responsables pédagogiques et le bureau de La CADE.

***Les personnes intéressées peuvent se renseigner au bureau de la CADE, 5 rue des Immeubles industriels, 75011 Paris, Téléphone : 01 43 48 14 67, courriel : [cade@afrique-demain.org](mailto:cade@afrique-demain.org)***

## La place des entreprises françaises en Afrique subsaharienne

### ► Les différents moments de la présence économique française

Pendant la période coloniale, la quasi-totalité des comportements économiques se limitaient à des opérations de monopole commercial, qualifié de système de **traite**. Il s'agit d'un double flux d'opérations qui consiste en la collecte et l'exportation de denrées agricoles tropicales (arachide, café et cacao) et en l'importation et la distribution de produits de grande consommation (aliments et boissons, textiles, ustensiles divers).

Après la deuxième guerre mondiale, l'Etat va lancer la politique de « **mise en valeur** » des colonies : financement d'équipements d'infrastructures (ports, transports et communications,..) et - à partir des années 50 - investissements miniers et pétroliers (bauxite, phosphates et fer en AOF ; manganèse, uranium et pétrole au Gabon).

Les indépendances de 1960 marquent l'intervention d'un nouvel acteur, à savoir l'Etat indépendant, qui choisira - ou se verra obligé, par défaut - d'investir dans tous les secteurs de l'économie. Les trois grandes sociétés de traite - la Société Commerciale Ouest-Africaine (SCOA), la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO) et la multinationale Unilever - se reconvertissement dans les « **industries de substitution aux importations** » pour répondre à la demande croissante de consommation urbaine et aux besoins d'équipement.

### ► Le retour en force des grandes entreprises françaises

La France va profiter de la reprise de la croissance en Afrique dès le début des années 2000. Par ailleurs, la purge de l'ajustement structurel, qui

débouchera sur la privatisation des services publics économiques, va ouvrir de belles perspectives aux multinationales.

Les fleurons de l'industrie minière française et le pétrolier Total tiennent leur place dans l'exploitation des **matières premières stratégiques**. Total réalise le tiers de sa production d'hydrocarbures en Afrique. Eramet produit au Gabon des alliages de manganèse pour la sidérurgie. Areva exploite le gisement nigérien d'Imouraren. Technip, spécialisé dans l'ingénierie dans les secteurs pétrolier et pétrochimique, a pris des positions solides au Nigéria.

Le groupe **Bolloré et la CFAO**, (filiale de PPR, anciennement Pinault-Printemps-Redoute), qui avaient choisi de rester en Afrique pendant les années de « vaches maigres », profitent à plein de la reprise. Bolloré - qui réalise 27 % de son chiffre d'affaires en Afrique en 2010 - a investi dans la logistique portuaire, le transit et le transport de marchandises, y compris chez les anglophones. Il intervient aussi dans la logistique pétrolière, minière et industrielle. Quant à la CFAO, elle compte parmi les grands de la distribution d'automobiles et de produits pharmaceutiques. A un niveau plus modeste, Maurel et Prom a effectué une reconversion originale dans l'exploration et la production d'hydrocarbures au Gabon et au Congo, dans des régions délaissées par les majors.

Les Français ont leur part dans le nouveau créneau de la **privatisation des services publics**, à l'exemple de Bouygues, qui est actionnaire de sociétés de distribution d'eau en Côte d'Ivoire et au Sénégal et de production et distribution d'électricité en Côte d'Ivoire. Orange réalise des profits exceptionnels sur son

réseau de dizaines de milliers d'abonnés africains à la téléphonie mobile. On retrouve Bouygues dans la construction et l'entretien d'infrastructures de transport de loisirs et d'aménagement urbain.

Les Français conservent des intérêts dans l'**agro-industrie**, même si leur présence n'est pas aussi prégnante que dans les secteurs précités. L'entreprise publique Geocoton joue un rôle majeur dans la culture du coton, notamment au Sahel. Bolloré possède des palmeraies au Cameroun. Rougier exploite deux millions d'hectares de forêts, au Cameroun, au Congo et au Gabon où il produit des sciages et des contreplaqués.

### ► Les parts de marché de la France en Afrique et au Sud Sahara

Les entreprises apprécient la taille du marché africain et l'amélioration des compétences de la main d'œuvre locale. S'y ajoute pour les Français l'atout, non chiffrable mais sans doute très important, de la francisation de leurs ex-colonies : langue, habitudes de consommation, sociabilité commune formée progressivement. Même si la zone franc<sup>1</sup> reçoit encore 85 % des investissements français en Afrique et que de gros efforts restent à faire pour sortir de l'ancien « pré carré », la part de marché de la France au Sud du Sahara s'élève à 8 % (contre 4 % au plan mondial) et dépasse les 15 % dans la zone CFA, ce qui n'est pas rien. Ainsi, malgré les difficultés de la reconversion, les entreprises françaises occupent bel et bien certains des secteurs les plus profitables des économies d'Afrique noire. ■

**Jean Roch**

1) Selon Jean-Paul Gourévitch, spécialiste des relations France-Afrique.

## Un grand Forum

### Recherche d'une conscientisation

**D**u 06 au 11 février 2011 s'est tenu à Dakar le Forum Social Mondial qui fut inauguré en 2001 au Brésil, à Porto Alegre.

Ce Forum fut placé sous l'étoile de la chance et de l'Histoire cette fois-ci, car pour la première fois en Afrique et durant la crise tuniso-égyptienne, il se clôtura sur l'annonce de l'éjection de Moubarak. Délire sur le campus de l'Université que le Forum avait investi pendant une semaine.

Succès de cette manifestation qui draina, outre les participants venus du monde entier, étudiants, enseignants, chômeurs et petits commerçants sénégalais qui avaient été soigneusement « évités » par le Fesman (festival mondial des arts nègres). Cette fois-ci la rencontre était populaire ; et en dépit de la multitude des races, des origines et des langues, les gens se comprenaient parfaitement sur la base d'une exigence commune, clairement énoncée : le combat de tous les peuples exploités et opprimés, le combat contre le capitalisme international qui pille leurs matières premières et déstabilise leurs jeunes Nations. Ceci pour le seul profit de l'hémisphère occidental ; la grande Triade comme la désigne Samir Amin, qui reste véritablement le maître à penser de ce Forum ; celui qui démasque systématiquement depuis des années les formes successives que prennent les intérêts euro-USA pour ponctionner les réserves du Tiers-Monde avec la complicité de ses gouvernements corrompus.

Pétrole, uranium, or, argent, cuivre, phosphates, coltan, diamants, forêts ; l'Inde, le Vietnam, l'Indonésie hier, l'Afrique et l'Amérique du Sud aujourd'hui, vaches à lait sans défense que l'on trompe et que l'on affaiblit davantage sous prétexte de « développement », d' « aide »

d' « investissements » et de « partenariats ».

Tout cela était dit, expliqué, démontré dans ce Forum ; et les conséquences désastreuses d'une mondialisation sauvage telle qu'elle est effectivement pratiquée, en dépit des discours, étaient précisées au sein des quelques huit cents associations, ONG, partis socialistes et écologiques, et autres réseaux en présence dénonçant tous azimuts les crimes, injustices et pollutions qui défigurent la planète.

Tous azimuts, c'est là le problème. Certes cela fait chaud au cœur ce grand rassemblement de générosités qui plaident la défense des uns et la punition des autres : la protection des femmes battues, des enfants exploités, des handicapés ; qui plaident pour la paix, contre les guerres, pour l'environnement, contre le nucléaire. On ne peut cependant s'empêcher de regretter que tous ces mouvements divers, ces vœux, ces élans ne se rejoignent pas en un seul faisceau dirigé vers un seul objectif précis, en une force dès lors irrésistible. Tandis que pour l'instant ce ne sont qu'un bouquet de bonnes intentions éclatées dans tous les sens ... et n'aboutissant à pas grand-chose. On se demande aussi si ce type de manifestation ne contribue pas à satisfaire l'inquiétude des bonnes consciences des manifestants, alors convaincus d'avoir agi pour améliorer le monde.

Et à relâcher la pression chez ceux qui en attendaient davantage. A entretenir un espoir illusoire chez ceux qui s'imaginent que la solution viendra de l'extérieur, comme l'assistance alimentaire en cas de famine, où les vaccins de l'OMS, les rétroviraux de l'ONUSIDA...

A ceux qui se disent : « demain ! ».

Et je songe à ce poème de Césaire :

« Quand donc mon peuple  
quand  
hors des jours étrangers  
germeras-tu une tête bien tienne  
et tes épaules renouées  
et ta parole  
le congé dépêché aux traîtres,  
aux traîtres  
quand cesseras-tu d'être le jouet  
sombre  
au carnaval des autres  
demain  
à quand demain mon peuple »

Cet appel écrit dans les années 50 est toujours sans réponse aujourd'hui. Alors que l'exemple du Vietnam hier, de la Tunisie et de l'Égypte aujourd'hui nous démontre par A + B que :

- Combien les peuples sont seuls devant les pouvoirs qui les oppressent ;
- Que seule la jonction des forces populaires internes, dirigées contre un seul objectif peut arriver à faire sauter le couvercle ;
- Que chaque peuple doit se prendre en charge et faire seul sa révolution, s'il veut vraiment conquérir sa liberté et remédier à ses misères.

Et pourtant un des slogans du Forum était : « les peuples d'Afrique et du Tiers-Monde pensent et agissent par eux-mêmes »...

En attendant, sans doute, ce type de Forum favorise et accélère, la conscientisation, la conscientisation, la conscientisation. ■

**Lilyan Kesteloot,**  
IFAN - Dakar

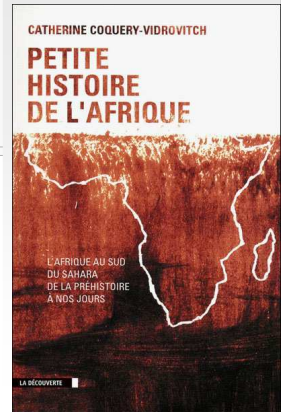




**Lu pour vous !**

## **Petite histoire de l'Afrique**

L'Afrique au sud du Sahara, de la préhistoire à nos jours.  
Catherine Coquery-Vidrovitch, La Découverte, 2011, 222 p.



Contrairement à ce que laisse croire le titre, ce n'est pas une histoire de l'Afrique. mais une réflexion sur la très longue histoire de ce continent qui a vu naître l'humanité et qui s'est ensuite refermé sur lui-même pendant des millénaires, après avoir essaimé sur les autres terres du globe. C'est en fait un plaidoyer pour une autre lecture de l'histoire de ce sous-continent, une histoire débarrassée d'un certain nombre de clichés.

Son auteur, une historienne éminente qui a consacré sa vie d'universitaire à l'Afrique et aux Africains, a voulu rétablir quelques vérités sur la préhistoire et sur l'histoire africaine et tenter de répondre à ce qu'elle appelle « l'énigme africaine », « la question lancinante » : « L'Égypte, et donc l'Afrique, est « mère du monde »... Pourquoi les Africains furent-ils les derniers à connaître une économie d'investissement et de production ? Pourquoi tant de grands commerces transcontinentaux (sel, or, fer, ivoire) se sont-ils effondrés au lieu de générer des activités productives ? Pourquoi de belles civilisations anciennes (Nok, Ifé, Zimbabwe...) ont-elles disparu en laissant si peu de traces ? Pourquoi la situation actuelle est-elle si tragique et l'avenir demeure-t-il si inquiétant ? » (page 21).

Dans un court premier chapitre, sont analysées les méthodes et les sources de l'histoire africaine, longtemps « construction européenne de l'Afrique » élaborée à partir du voyage de Mungo Park au XVIIIème siècle.

Les trois chapitres suivants sont consacrés à l'histoire longue : les origines, les rapports des peuples africains avec leur environnement, les structures sociales, ce qui permet à l'auteur de régler leur compte à quelques « clichés déformants », comme l'isolement et l'immobilisme des peuples africains, l'ethnicité et le tribalisme, mais aussi de poser une question dérangeante : « Pourquoi l'initiative des changements historiques a-t-elle échappé durant deux millénaires aux Africains eux-mêmes ? » (page 31), alors que pendant des millions d'années l'Afrique fut le berceau de l'humanité, « mais d'une humanité qui paraît s'être ensuite développée - au sens technique et économique du terme - ailleurs, aux dépens du continent qui la vit naître » (page 59).

Le chapitre V, « l'Afrique au sud du Sahara dans l'histoire de la mondialisation » montre que ce continent n'a pas été « un épiphénomène historique par rapport à ce qui a pu se passer ailleurs », (page 85), car avant d'être « découvert » et colonisé par les Européens, il a eu une histoire qui lui est propre. Il s'est trouvé au carrefour de trois mondes, le monde méditerranéo-afro-asiatique, puis le monde de l'Océan Indien du Vème au XVème siècle, enfin le monde atlantique. L'Afrique a fourni au reste du monde son principal instrument monétaire, l'or, puis la force de travail du système de plantation esclavagiste, enfin les matières premières qui ont alimenté la révolution industrielle de l'Europe, coton, textile, oléagineux.

Le chapitre VI présente les grandes étapes de l'histoire africaine depuis la Nubie ancienne, la conquête des Vandales, puis celle des Arabes jusqu'aux grandes cités et aux

grands ensembles politiques qui se constituèrent sur la base du commerce intercontinental de l'or et des esclaves.

L'esclavage et les traites atlantique et méditerranéenne font l'objet du chapitre VII. Les 50 millions d'individus perdus pour le continent sur dix siècles ont fait que ce continent est le seul dont la population n'a pas augmenté du XVIème siècle à la fin du XIXème.

Le chapitre VIII intitulé « l'indépendance africaine au XIXème siècle » est un rappel des Royaumes et des États qui existaient et avaient des relations commerciales avec les Européens lorsque ceux-ci ont entrepris la conquête du continent.

Le chapitre IX est consacré aux transformations sociales de longue durée provoquées par la colonisation.

Sa conclusion est qu'il est absurde de chercher à qualifier de positifs ou négatifs les effets de la colonisation, tant celle-ci a bouleversé les sociétés africaines, tant les politiques suivies furent contradictoires, tant leurs « effets ont posé des problèmes quasi insolubles à court et moyen terme » (page 184).

« Décolonisation et indépendance » est le thème du dernier chapitre. Le rappel que les États-Nations africains issus de la décolonisation ne sont pas remis en question – l'Érythrée et le Sud-Soudan sont des exceptions – est bien venu, de même le rappel que les indépendances n'ont pas été obtenues sans luttes sanglantes contre l'« esprit impérial ». Les cinquante années d'indépendance auraient mérité des développements plus étendus et une périodisation moins sommaire. Le projet de Mamadou Dia de rompre avec l'économie néocolonialiste aurait mérité d'être cité, le génocide du Rwanda appelait plus qu'une allusion. En fait, l'actualité s'accommode mal de ce survol historique. Sauf à retenir deux remarques essentielles : ce regard sur le très long terme permet de comprendre à quel point la colonisation fut brève, et la durée de l'indépendance plus brève encore » (page 211), et que « le travail social et politique est en marche » (page 210).

Ce petit livre a donc sa place dans la bibliothèque « postcoloniale », car s'il n'est pas une histoire de l'Afrique, les clefs de lecture de l'histoire de l'Afrique subsaharienne que nous livre son auteur, sont précieuses. Elle ne donne pas véritablement de réponses aux questions qu'elle a posées en avant-propos, mais elle nous a convaincus que ces questions n'avaient finalement pas grand sens si l'on considère la profondeur du passé de ce continent, sa jeunesse, ses immenses richesses et l'extraordinaire dynamique politique qui est en œuvre.

La CADE en fera grand profit. ■

**Michel Levallois**



**D**ix ans après « De la postcolonie », Achille Mbembé (A.M.), nous offre un nouvel essai « Sortir de la grande nuit ». Il est toujours difficile de résumer ou de critiquer un livre d'A.M., avec son style tourbillonnant, ses inventions verbales, ses analyses décapantes, ses intuitions, son humanisme optimiste (« la politique de montée en humanité » ou le nouveau cosmopolitisme). De plus, d'après l'auteur, ce livre n'est pas véritablement construit mais est plutôt « le fruit de longues conversations avec Françoise Vergès, ... la reprise de réflexions développées au cours de ces dix dernières années sous la forme d'articles dans les revues, de notes de cours, séminaires et ateliers ou d'interventions dans la presse africaine et autres médias internationaux ». D'où parfois quelques redites ou plutôt l'analyse des mêmes thèmes sous d'autres facettes.

Dans une introduction stimulante, A.M. analyse le dernier demi-siècle, ressaisit le sens primitif de la décolonisation, propose cinq tendances lourdes qui circonscrivent l'avenir, décrit les conditions d'émergence et les freins de la démocratisation et appelle à de nouvelles mobilisations.

Le premier chapitre raconte la trajectoire d'une vie, depuis son enfance dans un village camerounais, dans une famille qui a milité dans les maquis de l'UPC, sa scolarité sous le régime autoritaire d'Ahidjo et son désir de quitter le pays. Son itinéraire le mène de Paris à New-York, puis Johannesburg où il réside depuis 1999. Ceci lui permet une analyse comparative de ce que représente ces trois villes et alimente sans doute son intérêt pour les diasporas, la fluidité, le cosmopolitisme. Curieusement, il ne parle pas de Dakar et de son long passage au Codesria (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique).

Le chapitre suivant « Déclosion du monde et montée en humanité » part des deux âges du colonialisme et de la volonté d'en sortir. Déclosion désigne l'ouverture d'un enclos dans lequel le regard de l'Autre et le pouvoir de l'Autre cherchent à enfermer le sujet, mais aussi « inclut l'idée d'éclosion, de surgissement, d'avènement de quelque chose de nouveau, d'épanouissement ». Autour des années 80, notamment avec le livre d'Edward Saïd « L'orientalisme », puis les « subaltern studies », on assiste à la naissance d'une pensée-monde. La critique postcoloniale n'est certes pas homogène, c'est plutôt « une constellation intellectuelle »... le rêve d'une *polis* universelle et métisse ». Devant cette nouvelle donne, la France et l'Europe se crispent et se ferment.

Dans « Société française : proximité sans réciprocité », A.M. essaye de comprendre le refus de la France de prendre en compte la critique postcoloniale. D'abord, le refus de regarder en face notre histoire et sa face obscure, comme le racisme et la violence, bien illustrées par les

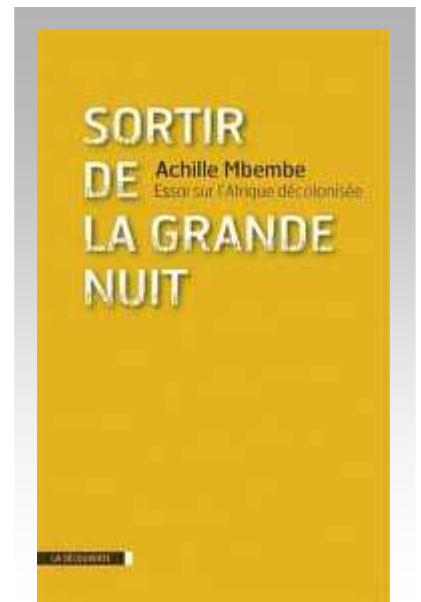
citations du « doux » Tocqueville (pages 97 et 108), sur la conquête de l'Algérie, le refus de reconnaître la présence du monde en France, notamment dans les banlieues, « le refus de transformer le passé commun (avec les anciens colonisés) en histoire partagée ».

La deuxième raison vient de notre universalisme abstrait, hérité de la révolution française, avec ses conceptions de République et de laïcité, qui nie les « différences individuantes ». Mais, derrière cette « institution imaginaire » de la République, il y a « l'impensé de la race » et de la brutalité originare, un moyen de se donner bonne conscience et de se poser en donneur de leçons.

A.M. propose, en utilisant les critiques post-coloniales et antiracistes, les réflexions sur les diasporas et le féminisme, de repenser les problèmes de différence et d'altérité. Pour lui, « la globalisation consiste autant en un processus de mise en relation des mondes qu'en un processus de réinvention des différences ». Et d'opposer l'universalisme abstrait à la française à un cosmopolitisme respectueux des différences, à un « projet de l'encommun » et du partage des singularités.

Le chapitre 4 analyse « le long hiver impérial français » et constate « l'apparente rémanence et reproduction dans la France contemporaine de pratiques, schèmes de pensée et représentations héritées d'un passé d'infériorisation juridique et de stigmatisation raciale et culturelle... le désir de frontière et le contrôle des identités ». Ainsi, « pour les catéchistes de la laïcité » et du modèle républicain... l'islam radical, objet fantasmatique par excellence... sert de frontière imaginaire à la nationalité et à l'identité française ». De même, « le féminisme républicain est transformé en une couveuse de l'islamophobie ». Le colonialisme provoque encore « des maladies posthumes de la mémoire... Loin d'être à la repentance, l'ère est plutôt à la bonne conscience européenne... un mélange de laisser-faire, d'indifférence et de promptitude à se décharger des responsabilités ».

Dans « La case sans clés », A.M. montre la difficulté d'interpréter la situation actuelle de l'Afrique selon des



facteurs simples, dans cette période de transition et de bouillonnement. « Un énorme travail de réassemblage est en cours... Destruction et réassemblage sont d'ailleurs si étroitement liés que, l'un isolé de l'autre, ces processus deviennent incompréhensibles ». L'auteur retrace les anciennes et les nouvelles cartographies, notamment les formes de contrôle des territoires et la multiplicité et hétérogénéité des régimes religieux. Il analyse les évolutions des économies et des États, la violence du marché et la violence sociale, le double procès de transnationalisation des sociétés africaines et de repli sur les origines, l'apparition de nouveaux conflits. Il souligne l'informalisation de l'économie, la diffraction du politique et le concomitance de ces phénomènes avec l'apparition de la démocratie. Il observe les pratiques de contournement des acteurs sociaux et le climat de méfiance, d'insécurité et de violence. Il note le maintien des élites au pouvoir et l'assimilation des oppositions. Il décrit enfin l'émergence du militarisme en tant que culture de la masculinité, qui modifie les rapports entre la vie, le pouvoir et la mort et d'un « Lumpen-radicalisme », qui débouche sur des émeutes sans projet.

Dans le dernier chapitre, « Circulation des mondes : l'expérience africaine », Achille Mbembé revient sur les profondes recompositions sociales, sur la redéfinition des termes de la souveraineté de l'État et de la citoyenneté. Il note l'absence de passage automatique au modèle de la démocratie libérale et de sa réappropriation. Il insiste sur les transnationalismes, le rôle des diasporas, le cosmopolitisme pratique des migrants, des commerçants à longue distance ou des pentecôtistes et le cosmopolitisme des élites, à la recherche de l'émergence d'une vie privée. Il analyse les luttes sexuelles et les nouveaux styles de vie, « avec la distance sociale entre cadets et aînés sociaux qui se creuse » et, particulièrement, le renforcement des inégalités déjà existantes entre les sexes.

Pour lui, l'Afrique entre dans un nouvel âge de dispersion et de circulation, avec de nouvelles populations venues d'ailleurs, dont beaucoup se considèrent comme des Africains à part entière. Il faut inventer une culture transnationale (afropolitanisme) que le laboratoire sud-africain est, peut-être, en train de construire. Dans son épilogue, Achille Mbembé invite les anciens colonisés « à sortir de cette interminable lamentation », à refonder la pensée critique, à subvertir « les relations mentales soumettant le sujet à une tradition faite loi et nécessité », à briser les forces mortes et à inventer un imaginaire alternatif. « Il leur faudra se mettre debout et marcher... et regarder ailleurs qu'en Europe. Celle-ci n'est sans doute pas un monde qui s'effondre. Mais, lasse, elle représente désormais le monde de la vie déclinante et des couchers de soleil empourprés. Ici, l'esprit s'est affadi, rongé par les formes extrêmes du pessimisme, du nihilisme et de la frivolité... l'Afrique devra porter son regard vers ce qui est neuf... se mettre en scène... et ouvrir, pour elle-même et pour l'humanité, des temps nouveaux ».

Au-delà de la poésie et, parfois, de la grandiloquence,

Achille Mbembé, en retraçant les histoires et en croisant les regards sur les économies, les États, les sociétés et les imaginaires, en soulignant les pesanteurs mais aussi les mutations et les inventions en cours, nous offre une vision renouvelée de l'Afrique mais aussi de l'Europe et du monde, et une invitation à construire un monde en commun, un nouveau cosmopolitisme ou, en reprenant Derrida, « une démocratie à venir ».

Ce livre montre notamment :

- ▶ l'intérêt des analyses post-coloniales. Le poids de la colonisation continue de peser sur les nouveaux États, avec ce style autoritaire et arbitraire de commandement qui se perpétue chez les « satrapes africains », qui en rajoutent en inventant de nouvelles formes de domination ; mais il pèse aussi sur les anciens colonisateurs, qui « ont décolonisé sans s'autodécoloniser », avec le maintien d'anciennes structures mentales de supériorité et de racisme, plus ou moins masquées par le paternalisme (cf. le discours de Dakar).
- ▶ le déclin de l'Europe et, particulièrement, de la France, incapable de s'ouvrir au monde, engluée dans son universalisme abstrait, son laïcisme républicain, son islamophobie et son contrôle de l'immigration.
- ▶ la difficulté d'analyser l'Afrique actuelle avec des clés trop simples, tant celle-ci est en déconstruction et réassemblage, avec un enchevêtrement de phénomènes, des lignes obliques, de nouvelles stratifications sociales, des réactivations des réseaux religieux, des citoyennetés à inventer, du rôle actif des diasporas et des minorités.
- ▶ Une Afrique en train de s'inventer, notamment en Afrique du Sud, et de retrouver une place dans le monde. Ceci passe, notamment, par une pensée de la démocratie, comme alternative au modèle prédateur en vigueur. « Si les Africains veulent la démocratie, c'est à eux d'en imaginer les formes et d'en payer le prix... Il faudrait qu'elle soit portée par des forces sociales et culturelles organisées, des institutions et des réseaux sortis tout droit du génie, de la créativité et surtout de la lutte quotidienne des gens eux-mêmes... Ils auront néanmoins besoin de s'appuyer sur de nouveaux réseaux de solidarité internationale, une grande coalition morale en dehors des États ».

Une Afrique nouvelle doit s'inscrire ainsi dans une perspective cosmopolite, « l'idée d'un monde commun, d'une commune humanité et d'un avenir que l'on peut s'offrir en partage ».

Un grand essai, riche et original, à déguster lentement, à lire et à relire. ■

**Dominique Gentil**

*NDLR : Cet article a été publié dans la Revue Tiers Monde, numéro 205, janvier-mars 2011.*

(Suite de la page 1)

chats, de broyer des herbes, de prononcer des incantations sur des canaris au contenu composite, ne nous avance guère sur les objets de l'exposition, ni du reste sur le vaudou dont on ne met en évidence qu'un aspect thérapeutique.

C'est l'occasion de rappeler ici, en conclusion, le débat rapporté dans *La Lettre de la CADE* n°127 de Janvier 2010, lors de la publication de l'ouvrage «De l'imaginaire au musée» du professeur Maureen Murphy, responsable des collections d'art à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Elle évoquait les deux tendances prédominantes dans la perception des objets d'art africain, à savoir, soit la vision esthétique attachée aux qualités plastiques, soit la vision anthropologique restituant le cadre et la civilisation d'origine des œuvres comme de leurs créateurs. Quelque regret s'y manifestait sur le parti pris du Musée du Quai Branly privilégiant largement l'esthétique au point de la sacraliser.

Un certain nombre d'Africains et d'africanistes se sont inquiétés de ne pas retrouver l'esprit ni la signification de ces objets désormais privés des éléments qui permettraient d'y accéder. Le visiteur « lambda » n'a souvent qu'une connaissance sommaire des cultures africaines et n'est nullement préparé à la rencontre de ces masques ou statues, impressionnants, souvent effrayants pour un œil et une sensibilité occidentale. D'où la nécessité d'un travail d'initiation préliminaire ou d'explication qu'assumait naguère le Musée de l'Homme, permettant de susciter un véritable intérêt pour ces objets.

Après quelques années d'exercice, le Musée Branly semble, avec cette exposition Dogon, avoir compris, en partie, le problème.

Ne pourrait-on suggérer l'organisation entre spécialistes des pays du Nord et du Sud d'un débat, à l'abri des polémiques, sur la présentation des œuvres d'art africain dans les grands musées occidentaux ? ■

**Lilyan Kesteloot et Henri Senghor**

Pour aller plus loin : Benoît de L'Estoile, « Le Goût des Autres, de l'Exposition coloniale aux Arts premiers », Paris, Flammarion, 2007, 454 p.



## Agenda de la CADE Rencontres-débats



A l'ENA - amphithéâtre PARODI de 14h à 19h30

● **Mercredi 11 mai 2011 : « Forum : Bâtir des entreprises de croissance et des champions en Afrique »**

Table ronde 1 : *Nouveaux marchés, opportunités d'investissement et de croissance en Afrique*, avec **Laura Rocuero-vitto, Cheickou Souaré, Thierry Téné et Karim Dahou**. Animation : **Muriel Pomponne** de Radio France Internationale.

Table ronde 2 : *Quels types de financements appropriés pour soutenir l'investissement à moyen et long termes des entreprises de croissance ?*, avec **Jean-Michel Severino, Pascal Agboyibor, Christophe Jocktane-Lawson**. Animation : **Anaïs Dubois** de Marchés Tropicaux & Méditerranéens.

● **Mercredi 15 juin 2011: « L'écriture de l'Histoire », de 17h45 à 19h45.**

Inscription conseillée à travers le formulaire d'inscription du site de la CADE : <http://www.afrique-demain.org>

### « L'Afrique en mouvement »

Prochaine conférence à l'Université du Havre à 18 heures, amphi n° 6



● **Judi 12 mai 2011 : « Le poids de l'épisode colonial dans la construction de l'Afrique de demain », par Abel Kouvouama, écrivain.**

Partenariat avec le **CRDP de Rouen et l'Université du Havre**

Vous pouvez télécharger les fiches pédagogiques et les conférences données à l'Université du Havre dans le cadre « *L'Afrique en mouvement* » sur les sites ci-dessous :

CDRP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>

CDDP de Seine-Maritime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>

CADE : <http://www.afrique-demain.org>

### Coordination pour l'Afrique de Demain ( CADE )

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade,  
Roland Portella - Secrétaire générale : Claudie Lasserre  
Trésorier : Philippe Mathieu

#### La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Michel Levallois,  
Philippe Mathieu, Jean Roch, Denyse de Saivre,  
Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Valdés Desessard  
Crédits photos RD : Julien Gungui

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : [cade@afrique-demain.org](mailto:cade@afrique-demain.org)

Site : [www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290581X

#### Copyright :

Le contenu de *La Lettre* est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.

#### Abonnement à *La Lettre de la CADE*:

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel .....

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 €  
Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.